L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE, 24 JANVIER 1891.

PETITES ANNONCES.

DIVERS.

216 RUE Bourbon, entre St-Philippe et Dumaine, chambres et pension. Famille française privée. 24 jan—1f

F. L'CUDUMEY & CO., imprimeurs, No 32 rue de l'Union entre Carondelet et St-Charles, Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Etiquettes de Pharmacies, imprimées et coupées depuis 30c. le mille. 13 mars—1 an

MME JACOB, 17 Bayona, Salon de coiffure et coupe de cheveux pour dames et enfants. 17nov—dtm

LE prix le plus élevé payé pour des meubles usitiques, pianos, desks, comptoirs, vitrines, les contenus de résidences. 40 rue Royale. 17 oct—

A LOUER.

A LOUER.—JARDIN DE BOUDRO, A MILNEBURG, les Pontchartrain.—Vastes terrains et bâtiments convenables pour un hôtel-restaurant et pour pique-niques. S'adresser à L. A. CHAPOTEL, coin Bourbon et Bienville. 19fan—7f

DEMANDES.

ON demande.—Un garçon pour faire les commissions. 17 Bourbon, au premier. 24 jan—1 f

ON demande à acheter une pendule antique ainsi que de la porcelaine et des meubles antiques. C'est une personne du Nord qui en donnera un bon prix. S'adresser STRANGER, Bureau de l'ABEILLE. 24 jan—2f

UN Français d'un âge sérieux, 40 ans, désire faire la connaissance au vue de mariage, d'une Française ou d'une Créole parlant le français ou bien d'une veuve sans enfant, âgée de 25 à 35 ans. S'adresser à P. G. Jennings, P. O. Box 218. 20 jan—20—fév 5 20

MMES Godin & Martinet demandent des ouvrières pour corsages et jupes et des apprenties. 17 Bourbon, au 1er. 24 jan—1f

DEMANDE.—Une jeune personne élève de musique vocale et instrumentale à bon ton, désirerait prendre pension dans une famille française recommandable et instruite, en échange de leçons de musique. Références échangées par la poste. S'adresser A.J. B. West, No 222 rue Gravier, Nlle-Orléans. 23 jan—7f

ON demande immédiatement une cuisinière rue Royale, 278. 15 jan—

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Mary Ellen Peake, femme décédée de John E. Ford.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,172.—Division E. —Attendu que John E. Ford a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mary Ellen Peake, femme décédée de John E. Ford, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, 21 janv—21 26 30 Greffier.

Succession de Nicholas Linden.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 34,530—Division C— Attendu que Nicholas Linden, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Nicholas Linden, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, 21 janv—21 26 30 Greffier.

Succession de Joseph M. W. Feloe.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,379.—Division C—Attendu que Edwin Feloe a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Joseph M. W. Feloe, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, 16jan—16 21 24 Greffier.

Succession de Sophie Guillard veuve en premier mariage de Jean Pacet et en second mariage de Jean de Chevalier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 34,751—Division A —Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Sophie de Chevalier décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, 16 jan—16 21 24 Greffier.

Succession d'Auguste Villermain.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 33,746—Division D— Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Gustave Villermain, l'administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour. E. A. LUMINAIS, 19jan—19 24 28 Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,737 — Division A — Henry E. Dautreuil vs ses créanciers—Ordre de Cour—La cession des biens du pétitionnaire Henry E. Dautreuil, est par la présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est par le présent ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant W. O. Hart notaire, le 20me jour de Février 1892, à 11 heures A. M., de sorte que les biens du dit insolvable soient reçus, déposés et donnés sur l'état de ses affaires ; qu'un syndic ait à prendre part à la décharge de dette demandée par l'insolvable soit votée, que les dits créanciers déterminent quelle disposition sera faite des actifs ci-dessus mentionnés, consistant en biens et propriétés mobilières ; et si vendu à l'encan, que le même vote sur quels termes et conditions et sujets à quelles provisions, publicité devra être faite ; et de sorte que pareilles ait et manière avient considérées justes et nécessaires ; et que dans l'intervalle toutes procédures contre le dit insolvable soient et tenue pardevant W. Morgan Gurley, notaire, le LUNDI, 30me jour de janvier 1892, à onze heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur l'application de cet ordonnance peut en répit et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les personnes et les biens de dit pétitionnaire soient suspendues. Il est de plus ordonné que F. B. Thomas, Esq., notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 17 janvier 1892.
Signé : THOS C. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
14 janv—2f au 20fév

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,529—Division —Ordre de Cour.—Morris Jacobs vs ses créanciers.—Qu'une réunion des créanciers soit convoquée et tenue pardevant Wm R. Kerr, notaire, en son bureau, No 9 rue Carondelet, en cette ville, le 22me jour de janvier 1892, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur l'application de cet ordonnance peut en répit et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les personnes et les biens de dit pétitionnaire soient suspendues. Il est de plus ordonné que F. B. Thomas, Esq., notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1892.
Signé : THOS C. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
14 janv—2f au 20fév

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,574—Division —Frederick G. Magnitzky vs ses créanciers—Ordre de Cour.—La Cour considérant la pétition ci-enregistrée, la copie et tableau et les affidavits annexés ; la cour étant satisfaite que le pétitionnaire débiteur s'est conformé aux formalités de la loi, que la cession des biens du pétitionnaire Frederick G. Magnitzky soit acceptée pour le bénéfice de ses créanciers, qu'une réunion soit convoquée et tenue pardevant W. Morgan Gurley, notaire, le LUNDI, 30me jour de janvier 1892, à onze heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur la nomination d'un syndic ; il est de plus ordonné que toutes procédures judiciaires contre la personne ou les biens de dit Magnitzky soient suspendues ; il est de plus ordonné que la dite réunion de créanciers ait par le présent autorité et pouvoir de fixer les termes de vente de la propriété, des droits, crédits et effets du débiteur, de déterminer si le syndic nommé par la dite réunion devra donner caution ; il est de plus ordonné que Calhoun Fluker, Esq., avocat, soit appointé pour représenter les créanciers absents à cette séance.

Nlle-Orléans, 24 décembre 1891.
Signé : B. H. RIGHTOR.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
27 déc—3f au 30 janv

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,717 — Division C—James M. Walsh vs ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens de James M. Walsh à ses créanciers, soit acceptée par la Cour et que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de dit James M. Walsh soient suspendues. Il est de plus ordonné qu'une réunion des créanciers dudit James M. Walsh soit tenue pardevant Henry L. Garland, Jr. notaire en cette ville, en son bureau No 19 Commercial Place, le LUNDI, 13me jour de février 1892, commençant à 11 heures A. M., afin d'élire un syndic.

Nouvelle-Orléans, 11 janvier 1892.
Signé : F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
2 jan—3f au 15 fév

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,529—Division —Ordre de Cour.—Morris Jacobs vs ses créanciers.—Qu'une réunion des créanciers de Morris Jacobs soit convoquée et tenue pardevant Wm R. Kerr, notaire, en son bureau, No 9 rue Carondelet, en cette ville, le 22me jour de janvier 1892, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur l'application de cet ordonnance peut en répit et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les personnes et les biens de dit pétitionnaire soient suspendues. Il est de plus ordonné que F. B. Thomas, Esq., notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1892.
Signé : THOS C. W. ELLIS, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
14 janv—2f au 20fév

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,575—Division C—Succession de Joseph M. W. Feloe—Qu'une réunion des créanciers de Joseph M. W. Feloe, décédé intestat, soit convoquée et tenue pardevant W. Morgan Gurley, notaire, le LUNDI, 30me jour de janvier 1892, à onze heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur l'application de cet ordonnance peut en répit et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de dit Magnitzky soient suspendues. Il est de plus ordonné que Calhoun Fluker, Esq., avocat, soit appointé pour représenter les créanciers absents à cette séance.

Nlle-Orléans, 24 décembre 1891.
Signé : B. H. RIGHTOR.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
16jan—16 21 24 Greffier.

Succession de Sophie Guillard veuve en premier mariage de Jean Pacet et en second mariage de Jean de Chevalier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 34,751—Division A —Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Sophie de Chevalier décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, 16 jan—16 21 24 Greffier.

Succession d'Auguste Villermain.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 33,746—Division D— Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Gustave Villermain, l'administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour. E. A. LUMINAIS, 19jan—19 24 28 Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,737 — Division A — Henry E. Dautreuil vs ses créanciers—Ordre de Cour—La cession des biens du pétitionnaire Henry E. Dautreuil, est par la présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est par le présent ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant W. O. Hart notaire, le 20me jour de février 1892, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur l'application de cet ordonnance peut en répit et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de dit insolvable soient reçus, déposés et donnés sur l'état de ses affaires ; qu'un syndic ait à prendre part à la décharge de dette demandée par l'insolvable soit votée, que les dits créanciers déterminent quelle disposition sera faite des actifs ci-dessus mentionnés, consistant en biens et propriétés mobilières ; et si vendu à l'encan, que le même vote sur quels termes et conditions et sujets à quelles provisions, publicité devra être faite ; et de sorte que pareilles ait et manière avient considérées justes et nécessaires ; et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens de dit insolvable soient suspendues. Il est de plus ordonné que F. B. Thomas, Esq., notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1892.
Signé : THOS C. W. ELLIS, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
14 janv—2f au 20fév

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,574—Division —Frederick G. Magnitzky vs ses créanciers—Ordre de Cour.—La Cour considérant la pétition ci-enregistrée, la copie et tableau et les affidavits annexés ; la cour étant satisfaite que le pétitionnaire débiteur s'est conformé aux formalités de la loi, que la cession des biens du pétitionnaire Frederick G. Magnitzky soit acceptée pour le bénéfice de ses créanciers, qu'une réunion soit convoquée et tenue pardevant W. Morgan Gurley, notaire, le LUNDI, 30me jour de janvier 1892, à onze heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur la nomination d'un syndic ; il est de plus ordonné que toutes procédures judiciaires contre la personne ou les biens de dit Magnitzky soient suspendues ; il est de plus ordonné que la dite réunion de créanciers ait par le présent autorité et pouvoir de fixer les termes de vente de la propriété, des droits, crédits et effets du débiteur, de déterminer si le syndic nommé par la dite réunion devra donner caution ; il est de plus ordonné que Calhoun Fluker, Esq., avocat, soit appointé pour représenter les créanciers absents à cette séance.

Nlle-Orléans, 24 décembre 1891.
Signé : B. H. RIGHTOR.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
27 déc—3f au 30 janv

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,717 — Division C—James M. Walsh vs ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens de James M. Walsh à ses créanciers, soit acceptée par la Cour et que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de dit James M. Walsh soient suspendues. Il est de plus ordonné qu'une réunion des créanciers dudit James M. Walsh soit tenue pardevant Henry L. Garland, Jr. notaire en cette ville, en son bureau No 19 Commercial Place, le LUNDI, 13me jour de février 1892, commençant à 11 heures A. M., afin d'élire un syndic.

Nouvelle-Orléans, 11 janvier 1892.
Signé : F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
2 jan—3f au 15 fév

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,529—Division —Ordre de Cour.—Morris Jacobs vs ses créanciers.—Qu'une réunion des créanciers de Morris Jacobs soit convoquée et tenue pardevant Wm R. Kerr, notaire, en son bureau, No 9 rue Carondelet, en cette ville, le 22me jour de janvier 1892, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur l'application de cet ordonnance peut en répit et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les personnes et les biens de dit pétitionnaire soient suspendues. Il est de plus ordonné que F. B. Thomas, Esq., notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1892.
Signé : THOS C. W. ELLIS, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
14 janv—2f au 20fév

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,574—Division —Frederick G. Magnitzky vs ses créanciers—Ordre de Cour.—La Cour considérant la pétition ci-enregistrée, la copie et tableau et les affidavits annexés ; la cour étant satisfaite que le pétitionnaire débiteur s'est conformé aux formalités de la loi, que la cession des biens du pétitionnaire Frederick G. Magnitzky soit acceptée pour le bénéfice de ses créanciers, qu'une réunion soit convoquée et tenue pardevant W. Morgan Gurley, notaire, le LUNDI, 30me jour de janvier 1892, à onze heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur la nomination d'un syndic ; il est de plus ordonné que toutes procédures judiciaires contre la personne ou les biens de dit Magnitzky soient suspendues ; il est de plus ordonné que la dite réunion de créanciers ait par le présent autorité et pouvoir de fixer les termes de vente de la propriété, des droits, crédits et effets du débiteur, de déterminer si le syndic nommé par la dite réunion devra donner caution ; il est de plus ordonné que Calhoun Fluker, Esq., avocat, soit appointé pour représenter les créanciers absents à cette séance.

Nlle-Orléans, 24 décembre 1891.
Signé : B. H. RIGHTOR.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
27 déc—3f au 30 janv

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,717 — Division C—James M. Walsh vs ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens de James M. Walsh à ses créanciers, soit acceptée par la Cour et que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de dit James M. Walsh soient suspendues. Il est de plus ordonné qu'une réunion des créanciers dudit James M. Walsh soit tenue pardevant Henry L. Garland, Jr. notaire en cette ville, en son bureau No 19 Commercial Place, le LUNDI, 13me jour de février 1892, commençant à 11 heures A. M., afin d'élire un syndic.

Nouvelle-Orléans, 11 janvier 1892.
Signé : F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
2 jan—3f au 15 fév

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,529—Division —Ordre de Cour.—Morris Jacobs vs ses créanciers.—Qu'une réunion des créanciers de Morris Jacobs soit convoquée et tenue pardevant Wm R. Kerr, notaire, en son bureau, No 9 rue Carondelet, en cette ville, le 22me jour de janvier 1892, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur l'application de cet ordonnance peut en répit et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les personnes et les biens de dit pétitionnaire soient suspendues. Il est de plus ordonné que F. B. Thomas, Esq., notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1892.
Signé : THOS C. W. ELLIS, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
14 janv—2f au 20fév

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,574—Division —Frederick G. Magnitzky vs ses créanciers—Ordre de Cour.—La Cour considérant la pétition ci-enregistrée, la copie et tableau et les affidavits annexés ; la cour étant satisfaite que le pétitionnaire débiteur s'est conformé aux formalités de la loi, que la cession des biens du pétitionnaire Frederick G. Magnitzky soit acceptée pour le bénéfice de ses créanciers, qu'une réunion soit convoquée et tenue pardevant W. Morgan Gurley, notaire, le LUNDI, 30me jour de janvier 1892, à onze heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur la nomination d'un syndic ; il est de plus ordonné que toutes procédures judiciaires contre la personne ou les biens de dit Magnitzky soient suspendues ; il est de plus ordonné que la dite réunion de créanciers ait par le présent autorité et pouvoir de fixer les termes de vente de la propriété, des droits, crédits et effets du débiteur, de déterminer si le syndic nommé par la dite réunion devra donner caution ; il est de plus ordonné que Calhoun Fluker, Esq., avocat, soit appointé pour représenter les créanciers absents à cette séance.

Nlle-Orléans, 24 décembre 1891.
Signé : B. H. RIGHTOR.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
27 déc—3f au 30 janv

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,717 — Division C—James M. Walsh vs ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens de James M. Walsh à ses créanciers, soit acceptée par la Cour et que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de dit James M. Walsh soient suspendues. Il est de plus ordonné qu'une réunion des créanciers dudit James M. Walsh soit tenue pardevant Henry L. Garland, Jr. notaire en cette ville, en son bureau No 19 Commercial Place, le LUNDI, 13me jour de février 1892, commençant à 11 heures A. M., afin d'élire un syndic.

Nouvelle-Orléans, 11 janvier 1892.
Signé : F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
2 jan—3f au 15 fév

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,529—Division —Ordre de Cour.—Morris Jacobs vs ses créanciers.—Qu'une réunion des créanciers de Morris Jacobs soit convoquée et tenue pardevant Wm R. Kerr, notaire, en son bureau, No 9 rue Carondelet, en cette ville, le 22me jour de janvier 1892, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur l'application de cet ordonnance peut en répit et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les personnes et les biens de dit pétitionnaire soient suspendues. Il est de plus ordonné que F. B. Thomas, Esq., notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1892.
Signé : THOS C. W. ELLIS, Juge.
Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
14 janv—2f au 20fév

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 23 JANVIER.—CLASSE No 119
Tirage de 4 heures P. M.

1	73	55	11	13	48	35	36	39	71	70	6	7	—

Les tirages ci-dessus, publiés dans tous les principaux journaux, se font en public et journalièrement dans les salons de la Compagnie.

En témoignage nous apposons notre signature
Ce 23 janvier 1892—A heures P. M.
J. A. A. ROUSSEAU,
DAN. A. WILSON,
Commissaires.

Les plans donnés aux tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes les succursales

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et sa franchise a été récemment continuée comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grandes classes à numéros simples ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et ont tous lieu en public à l'Académie de Musique à la Nouvelle-Orléans.

Reconnue depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestés ainsi qu'il suit :

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous se donnent l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
Jubal A. Early
COMMISSAIRES.

Nous soussignés Banques et Banquiers paieront tous les lots payés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

R. M. WALMSLEY, Pres La Nat Bank
P. LANAUX, Pres. 2d Nat. Bank.
A. BALDWIN, Pres. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Pres. Union Nat. Bank

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 9 FEVRIER 1892.

GROS LOT: $300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
300 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, soit	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$300,	30,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, soit	$99,900
999 Lots de	$100,	99,900
3,134 Lots se montant à		$1,054,600

PRIX DU BILLET:

Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1.

Prix pour les clubs, 35 fractions de billets de $1 pour $30.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS
AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons [illegible] les frais et nous payons d'avance les primes. Les BILLETS et les LISTES [illegible] ET GTS, envoyés à nos correspondants.

Adresser à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant le service de la malle à TOUTES les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots, jusqu'à ce que les Tribunaux aient rendu Nos Droits comme Institution d'Etat. Les autorités postales néanmoins continueront à livrer toutes lettres ORDINAIRES adressées à Paul Conrad, mais ne lui feront pas parvenir les lettres ENREGISTRÉES à son adresse.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage en nombre voulu, par Express, sans frais à eux-mêmes.

ATTENTION.—La Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane a décidé le 27 avril 1891 que la question de maintenir la loterie en opération jusqu'en 1919 serait soumise au vote du peuple de cet Etat à une élection qui aura lieu en avril 1892, ainsi qu'il en a été décidé par la Législature de l'année dernière.

L'élection aura lieu exactement au dit ordre et à la dite décision de la Cour Suprême dans le mois d'avril de l'année prochaine décidera définitivement si la loterie continuera ou après le 1er janvier 1895, ou continuera de tirer jusqu'au 1er janvier 1919.

QUELLES QUE SOIENT LES CIRCONSTANCES.—La Loterie continuera ses tirages jusqu'au 1er janvier 1895.

Il y a tant de systèmes inférieurs et malhonnêtes à vendre sur le marché pour lesquels les vendeurs requièrent d'énormes commissions que les acheteurs doivent y faire attention, [illegible] pour se [illegible] DE LA LOUISIANE et ses [illegible] d'acheter [illegible] chance du lot gagnant.

ASSURANCES.

Vingt-cinquième Etat Annuel

—DE LA—

Compagnie d'Assurances Germania

De la Nouvelle-Orléans, Lne.

Incorporée 20 février 1866. Réincorporée 17 janvier 1891.

CONFORMÉMENT à ce qu'exige sa charte, cette compagnie publie l'état suivant pour l'année se terminant le 31 décembre 1891 :

Primes sur incendies	$219,389 06
Primes maritimes	1,776 92
Primes des rivières	3,203 28
Total des primes	$225,013 91
A ajouter : Primes non expirées de 1890	44,156 87
Total	$269,193 53
A ajouter : intérêt, primes et loyers	26,904 80
Total	$296,098 33
Moins salaires et dépenses générales	13,841 71—12,862 79
Fonds de surplus	21,480 63
Total	$308,636 19
Pertes payées—	
Sur risques de feu	$91,271 06
Sur risques maritimes	3,281 55
Sur risques de rivières	4,963 38
	$99,630 99
Réassurances	87,895 19
Primes remises et annulées	55,925 18
Taxes d'Etat et de ville, Board of Underwriters, frais judiciaires, rémunérations, Comptes d'Ouragans	12,498 17
	304,949 53
Profits bruts	$99,393 66

ACTIF

Billets pour primes	$127 15
Primes en voie de collection	28,715 75
Prêts sur nantissement	5,378 00
Prêts sur hypothèques	6,487 00
Rente des Etats-Unis, bons consolidés de ville et bons à primes	99,162 99
Stocks de banques, d'assurances et autres	34,631 60
Bons 1ère hypothèque, Woolstering Street	5,000 00
Propriétés foncières	66,814 84
Meubles de bureau et accessoires	4,913 14
Argent comptant et en banque	18,396 82
	$289,393 66

PASSIF.

Capital-actions	$200,000 00
Fonds de surplus	21,480 82
Réserve pour primes non expirées	44,850 20
Pertes non payées sur incendie	13,063 64
Réservé pour dividende 5 pour cent, 1er janvier 1892	10,000 00
	$289,393 66

Cet exposé est que copie faite et correcte des livres de la compagnie.

J. H. KERBLER, Président.
J. HASSINGER, Vice-Président.
EMIL WEBER, Secrétaire.

Fait et signé sous mon serment devant moi à la Nouvelle-Orléans, ce 15me jour de janvier 1892.

W. O. HART, Notaire.

Le Conseil des Directeurs a déclaré un second dividende semestriel de CINQ (5) POUR CENT, faisant DIX pour cent par an sur le fonds-capital pour l'année se terminant le 31 décembre 1891, payable sur demande.

DIRECTEURS.

H. KERBLER, J. J. WESTERLING, J. HASSINGER, L. GRUNEWALD, FRANK VATTER, J. H. MILLER, J. J. LANGLES, F. W. DIELMANN, 17 janv—30

J. S. MYERS, A. O. RUCKS, GUS. LIEBLICHE, JOHN G. MOLL, D. BERNHARDT, M. VON HERMANN, EMIL WEBER, A. THIESEN.

Vingt-deuxième Etat Annuel

—DE—

L'Association d'Assurance

DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

CONFORMÉMENT à sa charte, l'Association d'Assurance de la Nouvelle-Orléans publie l'état suivant de ses affaires pour l'année expirée le 31 décembre 1891 :

Primes reçues :

Sur risques de feu	$235,636 55
Sur risques de marine	1,754 12
Sur risques de rivière	3,721 76
	$231,112 43
A ajouter, primes non acquises de 1890	55,930 00
Primes totales	$288,042 43
A ajouter, intérêts et profits et pertes	22,197 65
Revenus	$310,240 08
A déduire, pertes payées :	
Sur risques de feu	$107,159 22
Sur risques de marine	1,176 72
Sur risques de rivière	1,397 62
Total des pertes payées	$109,733 56
Retour de primes et consolidations	25,293 04
Commissions	38,370 86
Réassurances	23,764 00
Dépenses diverses	3,874 41
	30,645 59
Déboursés	$238,628 46
A déduire :	
Pertes non acquises	$72,974 00
Pertes ajustées et non ajustées	25 000 00
	77,974 00
	$1,362 38

ACTIF.

Argent en caisse	$ 53 856 31
$10,000 Bons des Etats-Unis à 6 00	11,800 00
$121,000 Bons Consolidés de la Nlle-Orléans	138,360 00
$80,120 Bons à Primes de la Nlle-Orléans	96,832 00
$25,000 Bons de l'Etat de la Louisiane à 6 00	22,250 00
10 Actions Germania Ins'ce Co.	1,150 00
Primes en voie de recouvrement	31,846 66
Prêts sur hypothèques	17,780 00
Effets à recevoir en billets à recevoir pour primes	4,372 25
Meubles et installations de bureaux	2,500 00
	$369,950 22

PASSIF.

Capital	$200,000 00
Dividendes non réclamés	2,236 60
Réservé pour primes non acquises	52,974 00
Pertes et profits	25,000 00
	$280,210 60

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de l'Association d'Assurance de la Nouvelle-Orléans.

GEO. LANAUX, Jr., Secrétaire. PIERRE LANAUX, Président.

Assermenté et signé devant moi, notaire public, ce 16 janvier 1892.

EDGAR DRIMA, Notaire.
17 janv—1m dim mard jeud

DENTISTES.

C. E. KELLS & M. VIET.

CHIRURGIENS-DENTISTES

No. 12 rue Dauphine, immédiatement après l'édifice formant l'angle de la rue du Canal.

Opérations de toute genre dans le rencontrent leur sort. Une de toute excellence.

G. P. Maloney, Dentiste, D. D. S.,

transfèrera ses bureaux de No 110 rue Canal au

No 167 de la même rue,

PRES DAUPHINE,

A partir du 1er octobre 1890.

Venez examiner nos modèles, vous informer de nos prix et vous faire exhiber [illegible] pour travaux reconnus supérieurs. 25 sept—

LEÇONS DE FRANÇAIS.

PAR EMILE SERRES.

Bachelier ès lettres de l'Université de France ex-rédacteur en chef du FRANCO-LOUISIANAIS de la Nouvelle-Orléans ; ex-INTENDANT de New York, du TRAIT D'UNION de Mexico.

M. Emile Serres, calomnié-complètement du Opéra Français pendant les quatre années de l'exploitation Mapié, sollicite des leçons de langue française, soit en Anglais soit en Français. Entre 129 Hospital corner.

27 oct—

BASILE BARES

FACTEUR DE PIANOS,

84 Rue Royale, Nlle-Orléans,

—SEUL AGENT POUR LES—

PIANOS GAVEAU, DE PARIS

Supérieur à tout ce qui s'est fait jusqu'à ce jour, de